



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Pour prendre contact : ecriture@npazouy.org

Envoyez vos coordonnées à NPA Educ'Nat', 2 rue Richard Lenoir 93000 Montreuil

Prénom :

Adresse :

Tel :

Mail :

L'éducateur anticapitaliste

Bulletin du secteur éducation nationale du NPA • n°2 • novembre 2012

Projet de loi Peillon pour l'école : Où est le changement ?

La tendance de fond de plusieurs mois de concertations, des conclusions du rapport du copil et des orientations fixées par le gouvernement : toutes les contre-réformes du précédent gouvernement sont maintenues, aucune n'est abrogée.

Ainsi, la réforme du lycée général, qui a désorganisé les enseignements dans les établissements, ira à son terme, le bac pro en 3 ans est validé tandis que la destruction des filières STI/STG est confirmée au moment où les enseignants des disciplines techniques sont sommés de choisir une nouvelle matière.

Socle commun = école au rabais

Le socle commun, qu'il s'agirait tout au plus de « simplifier », de « rénover » ou « d'améliorer », est conservé. Pire, le gouvernement reprend à son compte une préconisation centrale du rapport du copil qui appelle à « faire évoluer les programmes pour qu'ils soient en cohérence avec le socle » et ajoute que s'agissant du collège, « son rôle est d'assurer le socle commun des connaissances » d'après Hollande. En clair, tendre résolument vers deux logiques définitivement distinctes : la poursuite des études pour certains et un enseignement au rabais, la déqualification pour la masse des jeunes.

Les rythmes scolaires et la nouvelle loi de décentralisation

Il est désormais évident que la future loi d'orientation et de programmation pour l'école s'inscrit dans le cadre de l'acte trois de la décentralisation, prévu en 2013. L'orientation serait donc sous la coupe des régions (afin de faire correspondre formations et besoins locaux), ainsi que la carte des formations professionnelles. La voie est ouverte vers l'intégration rapide des lycées pro aux CFA patronaux.



Le gouvernement a également exprimé sa volonté d'augmenter la part des collectivités locales dans le financement de l'école.

Inévitablement, cela accentuerait l'autonomie des établissements et ouvrirait la voie à toute une série d'expérimentations locales visant à démanteler le caractère national de l'enseignement public et le statut des personnels.

La réforme qui se profile dans le primaire, sous couvert des rythmes scolaires, procède de cette logique. Augmentation de la charge de travail des enseignants, dont une partie pourrait se faire sous l'autorité des collectivités locales, via les projets éducatifs locaux, dont l'inscription dans la loi permettrait entre autres de fusionner temps scolaire et périscolaire. Ajoutons que le ministre évoque le « plus de profs que de classes » sans jamais mentionner la (re)-création de postes de RASED, ce qui en dit long sur les missions qui leurs seront confiées dans des cadres plus autonomes.

Le chantier à venir : redéfinir le métier d'enseignant

Le gouvernement ne fait pas mystère que la réforme qu'il entend conduire se ferait en plusieurs étapes. Le prochain chantier logique, si ce projet va à son terme, dans un cadre alors plus décentralisé, avec de l'autonomie à tous les étages, concerne

notamment les missions des enseignants donc leur statut.

À cet effet, le rapport sur la refondation de l'école cible à de nombreuses reprises les enseignements disciplinaires, proposant par exemple de redéfinir « le périmètre » des contenus d'enseignement, en attaquant les disciplines artistiques, ainsi que la bivalence ou polyvalence (« champs disciplinaires » en 6^e-5^e et la pédagogie de projets interdisciplinaires en lycée).

Dans l'immédiat, le gouvernement fait déjà des pas en ce sens sur la question des postes. C'est le cas des emplois d'avenir professeurs (18000 en trois ans) réservés à des étudiants boursiers. Pour le gouvernement, ces emplois vont servir de bouche-trous pour des tâches multiples (y compris pédagogiques).

La mastérisation (concours à bac+5) est quant à elle présentée comme étant « acceptée » par la majorité. Le gouvernement entend aller encore plus loin.

Les écrits du concours auront lieu en juin et les oraux en juin de l'année suivante. Dans l'intervalle, les admissibles devront finir leur master, préparer leurs oraux et travailler à

tiers-temps (payé un mi-temps). La majorité de ces étudiants n'auront pas le concours (aidés par les jurys, qui cette année ont laissé 13% des places vacantes). Et ces admis-collés deviendront une manne inépuisable de contractuels...

Nos conditions de travail ce sont les conditions d'étude des jeunes.

Les orientations définies par le gouvernement sont tout simplement inacceptables : la cadre posé est le maintien et la poursuite de la politique éducative de Sarkozy, une politique que les personnels ont combattu pendant dix ans. Objectivement, il n'y a rien à négocier ni à discuter, tout est fait à la va-vite. Le rôle des concertations annoncées par Peillon est de lui permettre de disposer de « partenaires » pour mener sa politique.

A l'opposé, le NPA appelle à défendre les revendications essentielles des enseignants :

- Création des postes nécessaires
- Abrogation de l'ensemble des contre-réformes sarkozystes.

Salaires : démantèlement de l'enseignement public

Année après année, les enseignants voient leur pouvoir d'achat grignoté par les gouvernements successifs. On en est arrivé à un tel point que le métier subit la crise des vocations que l'on sait.

Dans les établissements, la démoralisation des profs en est une conséquence inévitable. Et au final les seuls à bénéficier de la situation sont évidemment les établissements privés.

Sur ce plan aussi, la politique du gouvernement Hollande-Ayrault ne diffère guère de celle de Sarkozy. Non seulement aucun rattrapage n'est même envisagé, mais on nous annonce au contraire le blocage des salaires.

La défense de l'Enseignement public et celle du métier enseignant se rejoignent pour exiger l'indexation du salaire des fonctionnaires sur les prix.

Le gouvernement Hollande-Ayrault poursuit la politique sarkozyste !

On le voit dans l'Enseignement comme à propos des autres questions (immigration, budget, Europe...) la politique menée par l'actuel gouvernement se situe dans la droite ligne de celle menée par ses prédécesseurs. Le budget 2013 en est un concentré avec la baisse des dépenses (10 milliards) et la poursuite des suppressions de postes (des ministères saignés, la culture, les finances...). L'éducation nationale soi-disant préservée ne verra que la création d'un peu plus de 8000 équivalents-temps pleins et surtout aucune création de poste statutaire.

C'est pourquoi le NPA se situe en opposition à celui-ci. Il appelle l'ensemble des organisations de la gauche

politique et syndicale à rompre nettement avec lui. Et soumet à discussion à tous les niveaux la perspective d'une manifestation de masse contre le budget en novembre 2012.

Au-delà, ce qui est en cause, c'est le capitalisme et ses conséquences. C'est pourquoi la politique du NPA a pour perspective de permettre l'émergence d'un gouvernement de rupture avec ce système en faillite, de réorganisation de l'économie en fonction des besoins de la population et non de ceux des banquiers

Contactez le NPA : www.npa2009.org

